



DÉCLARATION DU BUREAU FÉDÉRAL

AGENTS PUBLICS : NOUS NE SOMMES PAS UN COÛT MAIS UNE RICHESSE

L'examen parlementaire du budget 2027 approche. Les choix qui seront faits dans les prochaines semaines auront un impact direct sur nos salaires, nos conditions de travail et l'avenir des services publics et de fait, de la place du personnel civil au sein du ministère.

Le pouvoir d'achat des agents publics est en berne depuis plusieurs années. Les rémunérations ont été durablement affaiblies par l'inflation et le gel de la valeur du point d'indice ; les grilles indiciaires, toujours plus tassées, ne garantissent plus de véritables perspectives de carrière. Près d'un million d'agents voient désormais leur traitement indiciaire rattrapé, voire dépassé, par le SMIC ce qui ne leur permet plus de vivre dignement de leur travail.

**AGENTS CIVILS
DU MINISTÈRE
ET DU SECTEUR
PRIVÉ**

Au-delà du pouvoir d'achat ce sont les conditions de travail qui se dégradent, les agents sont toujours plus nombreux à exercer leurs missions dans des services sous tension, aggravant le développement des risques psychosociaux.

Les difficultés de recrutement et de fidélisation s'accroissent alors que les départs en retraite, massifs et anticipables, vont nécessiter des recrutements importants. C'est l'avenir des services publics qui est en jeu.

L'actualité de l'été - canicules à répétition, sécheresse, incendies gigantesques - a rappelé combien il est nécessaire de renforcer la fonction publique et ses missions : les services publics permettent d'amortir les crises, notamment climatiques, pour l'ensemble de la population. De même, les piratages massifs montrent l'urgence de redonner aux services les outils et les moyens d'assurer la sécurité des données. C'est un enjeu de sécurité nationale et de confiance.

C'est pourquoi nous revendiquons :

- Des mesures salariales générales, notamment une augmentation immédiate et significative de la valeur du point d'indice pour tous les agents, titulaires comme contractuels, et son indexation sur l'inflation ;
- La refonte des grilles indiciaires, permettant dans chaque catégorie une véritable progression de carrière,
- La sortie des débuts de carrière du niveau du SMIC et la revalorisation des filières à prédominance féminine ;



DÉCLARATION DU BUREAU FÉDÉRAL

- Le rétablissement de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat) pour compenser les pertes de pouvoir d'achat ;
- Le retour à une rémunération à 100 % pendant les congés de maladie et l'abrogation du jour de carence ;
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Des moyens budgétaires à la hauteur des besoins et des missions des services publics, notamment pour faire face aux conséquences du dérèglement climatique et sécuriser les systèmes d'information ;
- La revalorisation de l'IFSE des 50% des catégories C « oubliés » depuis deux ans.

Nous avons ensemble porté ces revendications lors de la mobilisation du 29 septembre mais au-delà de cette mobilisation c'est au travers d'une participation massive aux élections professionnelles de décembre 2026 que nous ferons entendre notre voix.

**AGENTS CIVILS
DU MINISTÈRE
ET DU SECTEUR
PRIVÉ**

Alors du 3 au 10 décembre 2026 votez et faites voter CFDT en décembre.

TOUS UNIS !

Paris, le 30 septembre 2026 ●

